



OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N° 88 – 27 OCTOBRE 2017

SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
 - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
 - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
 - INDUSTRIE
 - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

**KENYA : LE
SECTEUR PRIVE
AFFECTE PAR LA
PROLONGATION
DE LA CRISE
POLITIQUE**

NIGERIA-GHANA :
ACCORD DE
COOPERATION POUR LE
DEVELOPPEMENT
MARITIME

**ACCORD SUR
L'EXPLOITATION DU
CHEMIN DE FER
IVOIRO-BURKINABE
PAR SITARAIL**

**GUINEE : APPEL
D'OFFRES
INTERNATIONAL POUR
LA REHABILITATION DE
LA CENTRALE
HYDROELECTRIQUE DE
GARAFIRI**

**GABON : MISE EN
PLACE D'UN COMITE
BIPARTITE POUR
L'APUREMENT DE LA
DETTE COMMERCIALE
DE L'ETAT VIS-A-VIS
DES SOCIETES DU CPG**

**CAMEROUN : 2
BANQUES FRANÇAISES
FINANCENT LA SOCIETE
LOCALE D'HYGIENE ET DE
SALUBRITE AVEC UNE
GARANTIE DE
PROPARCO**

**ETHIOPIE : UNE
NOUVELLE STRATEGIE
POUR STIMULER LA
PRODUCTION DE
COTON**

**AFRIQUE DU SUD :
CERTIFICATION ZERO
EMISSION DE 4
PREMIERS PROJETS**

**TELECOMS AU GHANA
: LA FUSION ENTRE
AIRTEL ET TIGO
ENTERINEE**



MINISTÈRE
DE L'EUROPE ET DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES

MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

ACTUALITE REGIONALE

▼ Rapprochement du Maroc avec le continent africain

Le Maroc a annoncé la création d'un ministère délégué aux Affaires africaines. Cette action s'inscrit dans une politique plus large de rapprochement avec les pays du continent, amorcée avec l'adhésion à l'Union africaine le 30 janvier, puis le 6 juin avec la demande d'adhésion à la CEDEAO, qui pourrait être officialisée le 16 décembre prochain à Lomé. L'entité ministérielle en question sera chargée des investissements qui, à destination des pays de la CEDEAO représentent 51,5 % du total des flux vers l'Afrique et 33 % du total des flux Marocains sur la période 2007-2015. Le roi du Maroc s'est déplacé dans la région, en décembre 2016 au Nigéria et en février 2017 au Ghana.

✉ perrine.guerin@dgtresor.gouv.fr

▼ Les marchés alimentaires urbains en Afrique subsaharienne valorisés à 500 Mds USD d'ici 2030

D'après un rapport de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), la valeur des marchés alimentaires urbains en Afrique subsaharienne devrait passer de 150 Mds USD en 2010 à 500 Mds USD d'ici 2030, en raison principalement de l'urbanisation et de la croissance démographique. Les consommateurs urbains, grâce à des revenus plus élevés, modifient leurs habitudes alimentaires et délaissent les aliments de base au profit de denrées à plus fortes valeurs. Selon la Banque mondiale, 7 % de la population au Nigéria était sous-alimentée en 2015. Ils étaient 32 % au Libéria, 22 % en Sierra Leone et 5 % au Ghana.

✉ pierre-edouard.charpentier@dgtresor.gouv.fr

CONJONCTURE

▼ Afrique du Sud : le gouverneur de la Banque centrale écarte le risque de dégradation de la notation de la dette souveraine à court terme

Le 19 octobre, le gouverneur de la Banque centrale Lesetja Kganyago a affirmé que l'Afrique du Sud ne devrait pas subir de nouvelle dégradation cette année, grâce à « une réduction du déficit du compte courant, une amélioration de l'économie et une stabilisation de l'inflation ». De plus, les agences de notation, dont les décisions sont attendues pour le 24 novembre (*Standard & Poor's*, *Moody's* et sans doute *Fitch*), devraient attendre la conférence nationale de l'ANC (16-20 décembre) et le budget de l'année prochaine avant de prendre une décision.

✉ Paul.RASO@dgtresor.gouv.fr

▼ Zimbabwe : objectifs de réduction du déficit budgétaire à -4 % du PIB et optimisme affiché sur les prévisions de croissance

Le 25 septembre, le Trésor zimbabwéen a présenté sa stratégie pré-budgétaire pour 2018, dans un contexte macroéconomique difficile. Alors que la limite réglementaire s'agissant du plafond la dette publique (70 % du PIB) devrait être dépassée dès cette année (78 % du PIB), le Budget envisage un effort de consolidation budgétaire important. Après -8,4 % du PIB en 2017, le déficit budgétaire serait réduit à -4 % en 2018. En parallèle, la prévision de croissance 2017 a été revue à la hausse à 3,7 % et celle pour 2018 s'établie à 3 %. Avec de tels objectifs, l'orientation du Budget 2018 peut être qualifiée d'ambitieuse.

✉ Paul.RASO@dgtresor.gouv.fr

▼ Zimbabwe : nouveau ministre des Finances et nouveau ministre de la Planification économique et de la Promotion des investissements

Suite à un remaniement ministériel le 10 octobre, Ignatius Chombo a été nommé au ministère des Finances, en remplacement de Patrick Chinamasa, qui hérite du nouveau ministère de la Cyber-sécurité. Ce changement a suscité des réactions très prudentes des milieux d'affaires. Si la *Confederation of Zimbabwe Industries* accorde « le bénéfice du doute » au nouveau ministre des Finances, la *Retailers Association of Zimbabwe* souligne qu'Ignatius Chombo n'a que quelques mois pour redresser l'économie, avant les élections présidentielles en juillet 2018. Le nouveau ministre de la Planification économique et de la Promotion des investissements est Simbarashe Mumbengegwi, ancien ministre des Affaires étrangères.

✉ Paul.RASO@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : l'inflation en léger recul à 15,98 % en septembre

D'après le dernier rapport du NBS, l'inflation en septembre s'établit à 15,98 % en g.a. contre 16,01 % au mois d'août, ce qui représente le 8^{ème} recul successif de l'IPC en g.a.. L'indice des prix des biens alimentaires, après une baisse de 0,3 point à 20,25 % en août, a progressé de 0,7 point à 20,32 % au mois de septembre. Après des baisses successives cet été, le prix des carburants est en légère hausse, avec le prix moyen du litre d'essence qui s'établit à 144,5 NGN et celui du kérosène à 264,48 NGN. Cette stabilisation de l'inflation intervient dans un contexte de hausse des réserves de change, qui se maintiennent bien au-delà du seuil des 30 Mds USD, à 33,11 Mds USD mi-octobre, soit leur niveau le plus haut depuis 2015.

✉ julie.lanckriet@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : le secteur privé affecté par la prolongation de la crise politique

Les entreprises kenyanes pourraient accuser des pertes de l'ordre de 700 Mds KES (6,7 Mds USD) sur les quatre derniers mois, selon l'Alliance pour le secteur privé au Kenya (KEPSA). Ces pertes seraient imputables aux fréquentes perturbations dans les opérations économiques et dans le secteur des transports, datant du début de la campagne présidentielle et qui se poursuivent avec l'annulation des résultats du scrutin du 8 août par la Cour Suprême. Les investisseurs à la bourse de Nairobi sont particulièrement affectés, puisqu'ils enregistrent une perte de 2,2 Mds USD sur les deux derniers mois. La capitalisation boursière est ainsi passée de 24,5 Mds USD le 25 août 2017 à 22,3 Mds USD le 24 octobre 2017. L'annonce de KEPSA fait écho aux résultats de l'enquête du 3^{ème} trimestre 2017 auprès de l'Association des industriels kenyans (KAM), selon laquelle 47 % des interrogés prévoient une contraction de l'activité sur les trois prochains mois, si les troubles politiques persistent.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : le shilling sous pression

En perspective d'éventuels troubles politiques liés à la réorganisation des élections le 26 octobre, les entreprises et les particuliers augmentent leurs réserves de dollars depuis plusieurs semaines. La pression exercée sur le shilling a poussé la Banque centrale à intervenir sur le marché des devises lundi 23 novembre, en vendant massivement des dollars pour soutenir la monnaie locale. Le taux de change est ainsi passé de 103,85 Ksh lundi 23, son plus haut taux depuis deux mois, à 103,42, mardi 24. L'objectif de l'opération était de stabiliser le shilling autour de 103,20/40. Les réserves en dollar, qui s'établissent à 7,3 M USD, couvrent 4,9 mois d'importations, un niveau au-delà de la zone de confort de quatre mois, ce qui laisse une marge confortable à la Banque centrale pour soutenir le shilling sur les marchés.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Maurice : hausse de 6,1 % des arrivées de touristes sur les neuf premiers mois de l'année 2017

Le nombre de visiteurs étrangers s'est élevé à 935 000 pour la période s'étalant de janvier à septembre 2017 contre 881 000 au cours de la même période, un an plus tôt. La durée médiane de séjour accuse une légère baisse (10,6 nuitées contre 11). La France figure toujours en tête avec 180 000 visiteurs (19 % du total), suivie du Royaume-Uni (102 500 soit 11 %), de l'Allemagne (78 500 soit 8 %, un chiffre en hausse de 11 % comparé à 2016), de l'Inde (62 000 soit 7 % du total) et de la Chine (60 000 soit 6 %, un chiffre en baisse de 4 % comparé à 2016). Le pays devrait être en capacité d'atteindre son objectif d'accueil de 1,3 millions de touristes en 2017. Le secteur touristique contribue à hauteur de 8 % du PIB.

✉ hugues.reydet@dgtresor.gouv.fr

▼ Seychelles : assistance sollicitée auprès du FMI pour l'obtention d'un nouvel instrument d'aide à la gestion macro-économique

La Facilité élargie de crédit dont bénéficiaient les Seychelles s'est achevée avec le dernier décaissement d'une tranche de 2,3 MUSD pour un total de 15,8 MUSD fin juin. Depuis lors, des discussions sont en phase finale avec le Fonds pour la mise en place d'un nouvel programme destiné à aider les autorités dans leur gestion macro-économique avec une attention spécifique portée sur l'endettement qui constitue toujours un point important de fragilité.

✉ eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr

▼ **Sénégal : les grandes lignes de la loi de finances 2018**

Le projet de budget 2018 est arrêté à 3709 Mds FCFA (5,7 Mds EUR) contre 3 360 Mds (5,1 Mds EUR), en hausse de 10,4 % par rapport à 2017. Basé sur une hypothèse de croissance de 7 % portée par les secteurs secondaire et tertiaire, il projette un déficit public de 3,5 % du PIB. Les ressources internes, à 93 % fiscales, sont attendues à 2211 Mds FCFA (3,4 Mds EUR), contre 1158 Mds FCFA (1,7 Mds EUR) pour les ressources externes. L'investissement public, qui croît de 9,3 %, à 1339,5 Mds FCA (2 Mds EUR), est financé à 61 % sur ressources internes. La dette publique serait de 5 827,4 Mds FCFA (8,9 Mds EUR, 61,02 % du PIB) et le service de la dette est projeté à 839,9 Mds FCFA (1,8 Mds EUR), soit une hausse de 23,5 % par rapport à 2017.

✉ kokouvi.djabakou@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : les banques émettent 1,7 Md USD d'eurobonds en 12 mois mais semblent réduire l'octroi de crédit**

Au cours des 12 derniers mois, les banques nigérianes ont levé 1,7 Md USD d'eurobonds à travers les émissions obligataires de Zenith Bank (500 M USD), United Bank for Africa (UBA, 500 M USD), Access Bank (300 M USD) et Fidelity Bank (400 M USD). Le bulletin de la CBN pour le 2^{ème} trimestre 2017 montre par ailleurs que le total des crédits octroyés au secteur privé par les banques s'est contracté de 0,5 % par rapport au trimestre précédent, et n'a augmenté que d'1,1 % en g.a. Le FMI avait déclaré lors de sa visite au Nigéria en juillet 2017, que les prêts non performants des banques nigérianes avaient plus que doublé depuis 2015, passant de 6 % en 2015 à 15 % en 2017.

✉ Aristide.GASANGWA@dgtresor.gouv.fr

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

▼ Tanzanie : projet de révision de l'âge de la retraite en Tanzanie

Le gouvernement envisage de modifier la loi de 2002 sur les services publics afin de repousser l'âge du départ à la retraite pour certaines professions de la fonction publique, qui est actuellement fixé à 60 ans pour tous les agents de l'État. Le nouveau ministre en charge de la fonction publique et de la bonne gouvernance, George Mkuchika, a déclaré que cette modification était nécessaire pour l'intérêt du pays. La Tanzanie est confrontée à une pénurie importante de personnels qualifiés dans plusieurs secteurs, notamment le secteur aérien, l'éducation et la santé.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria-Ghana : accord de coopération pour le développement maritime

L'Agence nigériane de sécurité et d'administration maritime (NIMASA) et l'Autorité maritime Ghanéenne ont signé lundi 16 octobre un protocole d'accord renouvelable tous les quatre ans, notamment pour le partage d'informations et le renforcement des compétences dans la lutte contre la piraterie. En 2015, le Nigéria enregistrait le quart du trafic de conteneurs en Afrique de l'ouest, en termes de volumes entrées et sorties. Toutefois, il se situait au 111^{ème} rang sur 139 pays du classement qualité des infrastructures portuaires de la Banque mondiale, en raison notamment de capacités insuffisantes, de temps de déchargement longs et de complexités douanières.

✉ pierre-edouard.charpentier@dgtresor.gouv.fr

▼ Ethiopie : ouverture du service de demande en ligne pour le Visa Conférences

Les personnes se rendant en Ethiopie pour des conférences ou réunions de travail internationales, peuvent désormais demander le visa dédié dit « Visa Conférences » via un service en ligne et obtenir ainsi un visa dématérialisé valable 30 jours sur le site gouvernemental www.evisa.gov.et/#/conference-visa. L'obtention du document est possible dans un délai de 3 jours ouvrés en payant 32 USD. Depuis juin, le service de visa dématérialisé est également accessible pour les touristes individuels.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : autorisation de négociation de gré à gré des contrats de PPP

Une loi du 3 juillet permet de conclure par entente directe, par dérogation aux dispositions des lois sur les PPP et sur la commande publique, les contrats de PPP à passer dans les secteurs de la santé, de l'éducation, des infrastructures, de l'énergie, de l'agriculture y compris l'élevage, de l'eau et de l'assainissement, de l'enseignement supérieur, des transports et de l'urbanisme et de l'économie numérique. La liste des projets est arrêtée par le conseil des ministres. Les projets de contrat sont soumis au visa de l'Autorité de régulation de la commande publique. Les projets concernés doivent faire l'objet d'un audit a posteriori dont les modalités ne sont pas définies.

✉ jean-jacques.lecat@cms-bfl.com

▼ **Gabon : mise en place d'un comité bipartite pour l'apurement de la dette commerciale de l'Etat vis-à-vis des sociétés du CPG**

Un comité bipartite de veille économique et financière, composé de représentants de l'Etat gabonais (ministère du Budget) et de la Confédération patronale gabonaise (CPG) a été créé, comprenant un comité de pilotage (ministre de l'Economie, du Budget et président de la CPG) chargé de fixer les grandes orientations et les sujets de concertation entre les deux parties, et une commission technique. Il s'agit d'un cadre de concertation en vue, notamment, de l'identification et de l'apurement de la dette intérieure concernant les créances de l'Etat vis-à-vis des sociétés membres de la CPG. La création de ce comité était fortement attendue par les représentants de la CPG.

✉ aline.quenet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Soudan : retrait de la liste américaine des Etats soutenant le terrorisme, priorité actuelle du Soudan**

Le ministre des Affaires étrangères soudanais a indiqué que la priorité de son pays, dans le cadre des discussions bilatérales avec les Etats-Unis, dont le prochain cycle se tiendra le mois prochain, est le retrait de son pays de la liste américaine des Etats soutenant le terrorisme. Ce processus s'étendra côté américain sur une période minimale de sept mois et demi, comprenant un examen approfondi du Soudan suivi d'un processus législatif.

✉ olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr

▼ **Niger : signature de protocoles d'entente avec l'Indonésie**

En déplacement en Indonésie, le Président nigérien Mahamadou Issoufou a saisi cette occasion pour signer des protocoles d'entente initiant la coopération bilatérale entre l'Indonésie et le Niger. Ces protocoles sont relatifs à la mise en place d'une commission mixte de coopération et à l'exemption de visas pour faciliter les échanges entre les ressortissants des deux pays. Le président nigérien a également rencontré les responsables des chambres de commerce et d'industrie indonésiennes, pour présenter les opportunités d'affaires offertes par le Niger, notamment dans le secteur agricole.

✉ lebaronc@afd.fr

PROJETS ET FINANCEMENTS

▼ Nigéria : l'AFD signe un partenariat avec la Fondation Tony Elumelu

A l'occasion du troisième Forum annuel de la Fondation Tony Elumelu (TEF) organisé à Lagos les 13 et 14 octobre, son fondateur Tony Elumelu a signé un accord avec l'Agence française de développement (AFD) pour l'établissement d'un système de garantie de partage des risques. La garantie de l'AFD, proposée aux banques commerciales qui attribueront des prêts aux startups du programme TEF, permettra de renforcer l'accès au financement des jeunes entrepreneurs. Le partenariat couvre également la publication d'études communes sur le thème de l'entrepreneuriat des jeunes en Afrique, notamment sur les secteurs agricole et digital.

✉ julie.lanckriet@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana-Côte d'Ivoire : coopération renouvelée

Le président de la République ghanéenne, Nana Akufo Addo, et son homologue ivoirien Alassane Ouattara ont signé un accord de partenariat stratégique portant sur de nombreux domaines de coopération (mines, hydrocarbures, transport, commerce). Sur le récent jugement du différend frontalier autour des champs off-shore de TEN, les deux chefs d'Etat ont annoncé la création d'un comité chargé de faciliter l'application de l'arbitrage rendu au profit du Ghana. Ils ont également réitéré leur volonté de renforcer leur influence commune sur le prix international du cacao.

✉ virgile.satge@dgtresor.gouv.fr

▼ Renforcement de la présence de la Réunion aux Seychelles

La Réunion a ouvert un bureau délégué aux Seychelles dans le cadre de l'accord visant à faciliter les relations entre l'Union européenne et les pays de l'océan Indien. Cet accord concerne la coopération des régions ultrapériphériques de La Réunion et de Mayotte avec douze pays tiers du sud de l'océan Indien (Union des Comores, Madagascar, Maurice, Seychelles, Afrique du Sud, Tanzanie, Mozambique, Kenya, Inde, Sri Lanka, Maldives, Australie). Le programme comporte un volet transfrontalier pour la coopération entre La Réunion et les pays les plus proches regroupés dans la Commission de l'océan Indien (Comores, Madagascar, Maurice, Seychelles) et un volet transnational plus large pour la coopération entre La Réunion et Mayotte et l'ensemble des pays et territoire partenaires du programme. Par le biais de cet accord, les Seychelles bénéficieront de subventions de l'ordre de 12 M EUR (sur un montant alloué au programme de 74 M EUR) pour renforcer leurs relations avec La Réunion.

✉ hugues.reydet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Aide chinoise en Afrique : Nigéria et Ghana parmi les premiers pays récipiendaires**

Selon le portail en ligne AidData, qui recense les flux financiers officiels en provenance de Chine entre 2000 et 2014, le Nigéria et le Ghana comptent parmi les premiers pays africains récipiendaires de l'aide chinoise, respectivement en 4^{ème} et 8^{ème} positions. Toute aide confondue, le Nigéria aurait reçu entre 2000 et 2014 près de 7,24 Mds USD, et le Ghana 5,12 Mds USD. Sur la même période, la Sierra Leone aurait reçu 670 M USD et le Libéria 326 M USD. Si on extrait les flux difficilement classifiables, l'aide dirigée vers le Nigéria est composée pour près de moitié de flux OOF (éléments comprenant moins de 25 % de dons et ceux à but premièrement commercial), proportion qui tombe à 39 % pour le Ghana et 26 % pour le Libéria.

✉ julie.lanckriet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Djibouti : partenariat entre la banque centrale du Maroc (Bank Al-Maghrib) et la Banque centrale de Djibouti**

Signée à Washington, la convention de coopération entre les deux institutions prévoit la mise en place d'un cadre formel pour les relations bilatérales ainsi que le renforcement du partage des connaissances dans les domaines de la politique monétaire, de la supervision bancaire, de la stabilité financière, de la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Burkina Faso : la Banque mondiale finance un projet d'électrification rurale**

Le président burkinabé Roch Kaboré a procédé le 21 octobre 2017 au lancement du Programme spécial d'électrification rurale (PSER) dont l'objectif est d'électrifier, à terme, 822 localités réparties dans les 13 régions du pays. La Banque mondiale participera à la mise en œuvre du PSER dans 189 localités dans le cadre du PNDES. L'initiative permettra à 22 000 ménages d'avoir accès à l'énergie. Son coût de mise en œuvre est estimé à 25 Mds FCFA (soit 38,2 M EUR) qui seront financés par la Banque mondiale dans le cadre du Projet d'appui au secteur électrique (PASEL). Les localités seront électrifiées par connexion au réseau national interconnecté, avec des systèmes hybrides fonctionnant au solaire et au diesel, ainsi qu'avec des installations solaires domestiques.

✉ karim.ibrahim@dgtresor.gouv.fr

▼ **Guinée : appel d'offres international pour la réhabilitation de la centrale hydroélectrique de Garafiri (75 MW)**

Dans le cadre de la mise en œuvre du programme d'urgence d'approvisionnement en électricité pour améliorer la desserte de la ville de Conakry et des préfectures sur les réseaux interconnectés, Electricité de Guinée (EDG) lance un appel d'offres international pour la réhabilitation de la centrale hydroélectrique de Garafiri (75 MW) sur financement de la BEI. Les soumissionnaires peuvent répondre individuellement ou en groupement et resteront engagés par leurs offres pour un délai maximum de 120 jours. La date limite des dépôts est prévue au 4 janvier 2018 à 10 h 00 (TU).

✉ lognara.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ **Niger : recherche de financement pour le PDES 2017-2021**

Le Gouvernement du Niger est à la recherche de financements pour son Plan de développement économique et social (PDES) 2017-2021. Le ministre nigérien des Finances, Hassoumi Massaoudou, en déplacement auprès des institutions des Nations unies et de la Banque mondiale à New York et à Washington DC, a invité les partenaires à participer financièrement à cet ambitieux plan, qui ne pourra pas être mis en œuvre par la seule mobilisation de ressources internes. Une table ronde des partenaires est prévue à Paris les 13 et 14 décembre 2017 à ce sujet.

✉ lebaronc@afd.fr

▼ **Cameroun : 2 banques françaises financent la société locale d'hygiène et de salubrité avec une garantie de Proparco**

La société Hygiène et salubrité du Cameroun (HYSACAM) a signé une convention de financement le 19 octobre 2017 à Yaoundé avec un consortium de trois banques locales BICEC (groupe Banque Populaire Caisse d'épargne- 11,5 Mds FCFA), SGC (Société Générale- 7 Mds FCFA) et Ecobank (6 Mds FCFA) pour l'achat de 211 camions et de 17 engins pour un montant de 24,5 Mds FCFA. Ce prêt syndiqué est par une caution solidaire de 11,05 Mds FCFA de PROPARCO. Cette garantie couvre 45 % du crédit accordé par le consortium, ce qui permet à Hysacam d'obtenir des conditions préférentielles, notamment une maturité de 7 ans.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cameroun-Tchad : la construction d'un pont devant relier le Cameroun au Tchad annoncée pour juin 2018**

Selon le comité bilatéral de pilotage de ce projet, la pose de la première pierre du 2^{ème} pont devant relier le Cameroun au Tchad (après le pont Nguéli entre Kousseri et Ndjamena), notamment les localités de Yagoua (Cameroun) et de Bongor (tchad), devrait intervenir au mois de juin 2018. La recherche de financement se poursuit notamment auprès de l'UE et de la BAD. Le coût estimatif du projet s'élève à 92 Mds FCFA dont 58 % à financer par le Cameroun et 42 % par le Tchad.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Congo-Brazzaville : Expertise France accompagne le Congo dans la gouvernance hospitalière**

Le projet de renforcement de la gouvernance hospitalière en République du Congo va bénéficier de l'assistance d'Expertise France. L'agence a présenté le 20 octobre à Brazzaville ses recommandations dans le cadre de ce projet qui comprend plusieurs volets : l'amélioration de la gouvernance du Centre hospitalier universitaire (CHU) de Brazzaville par la formation des cadres de santé et des cadres de direction; la formation à l'échelle nationale des gestionnaires des établissements hospitaliers ainsi que l'appui pédagogique au Centre inter-Etats de santé primaire d'Afrique centrale, basé à Brazzaville. Le projet est financé à hauteur de 1 M EUR par l'Agence française de développement, dans le cadre du 1^{er} C2D.

✉ Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

SECTEURS D'ACTIVITES

▼ Agriculture et agroalimentaire

▼ Les brasseurs nigériens tirent à la hausse la demande de sorgho

Les industries brassicoles sont de plus en plus demandeuses de sorgho, et investissent également dans des malteries de sorgho pour permettre une intégration des chaînes de valeur et réduire les coûteuses importations de malt d'orge. La production de sorgho s'élèverait à 6,8 Mt d'après l'USDA (United States Department of Agriculture), qui place le Nigéria au rang de 2^{ème} producteur mondial. Les rendements restent néanmoins faibles à 0,5 t/ha contre 5,8 t/ha en France. Interrogé par Business Day, Guinness Nigeria révélait avoir augmenté son taux d'approvisionnement local à hauteur de 70 % ces deux dernières années. Business Day pointe également du doigt que la forte demande aurait fait augmenter les prix de 20 % en quatre mois.

✉ pierre.decoussy@businessfrance.fr

▼ Nigéria : la filière cacao se relève

Après un effondrement de la production intervenu en 2015/16, avec un volume de 190 000 tonnes de cacao récolté, l'année 2016/17 a permis de revenir à un niveau de production de 260 000 tonnes, bien que les ambitions de la filière aient été contrariées (340 000 tonnes) par des sécheresses de mi-saison. L'Association Nigérienne du Cacao (CAN) anticipe néanmoins une production entre 300 000 et 320 000 tonnes pour la saison 2017/18 qui s'ouvre, grâce aux pluies tardives ayant amélioré l'état des cultures. Pour rappel, le cacao est le 2^{ème} poste d'exportation du Nigéria, 4^{ème} exportateur mondial de l'or brun en 2015.

✉ valor.iduh.ext@businessfrance.fr

▼ Ethiopie : une nouvelle stratégie pour stimuler la production de coton

Officiellement présentée mais pas encore approuvée par le gouvernement, la nouvelle stratégie nationale de développement du coton (NCDS), qui devrait s'étendre sur une période de 15 ans (2017-2032), propose de créer une Autorité éthiopienne de développement du coton (ECDA) placée sous la tutelle du premier Ministre. L'enjeu est de renforcer la collaboration interministérielle entre le ministère de l'Agriculture et des Ressources naturelles, celui de l'Industrie et celui des Finances et de la Coopération technique, tout en disposant de ressources humaines spécialisées et capables de mener des campagnes de promotion auprès des agriculteurs. Elaborée par la société française de conseil SOFRECO, avec le soutien du DfID, cette stratégie prévoit de faire de l'Ethiopie un producteur majeur de coton d'ici 2032, exploitant un million d'hectares (contre 135 000 en 2011-2012, année record) et produisant 2,6 millions de tonnes par an.

✉ pierre.sentenac@dgtrésor.gouv.fr

▼ Madagascar : nouveau ministre de l'Agriculture et de l'Elevage

Harison Randriarimanana, jusque-là Conseiller Spécial et Coordonnateur du Collège des Conseillers du Président malgache, a été nommé le 17 octobre ministre auprès de la présidence chargé de l'Agriculture et de l'Elevage. M. Randriarimanana a déjà occupé ce poste de 2004 à 2006. Il succède à Rivo Rakotovao, un proche du chef de l'Etat et président du parti au pouvoir HVM, qui a été nommé sénateur en remplacement d'Ahmad Ahmad élu en mars président de la Confédération Africaine de Football (CAF). L'opposition estime que M. Rakotovao pourrait rapidement briguer la présidence du Sénat, ce qui l'amènerait à assurer l'intérim à la présidence de la République, en cas de candidature du Président Rajaonarimampianina à sa réélection fin 2018.

✉ eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : le pays reste leader de la production de coton en Afrique de l'Ouest

D'après les dernières prévisions du département américain de l'agriculture (USDA), la récolte globale de coton du Mali, du Burkina Faso, du Tchad et du Sénégal devrait s'établir à 2,95 millions de tonnes durant la campagne 2017/2018, soit une hausse de 2,75 % par rapport à la saison précédente. Ces résultats sont dus à la bonne orientation des prix d'achat bord-champs qui encouragent les producteurs de la fibre et aux conditions météorologiques favorables. Cette performance serait principalement portée par le Mali et le Burkina Faso qui devraient fournir 94 % de la production. Le Burkina Faso devrait enregistrer une production de 1,42 millions de tonnes (+9,2 %), conservant ainsi sa place de 1^{er} producteur dans la région.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ Togo : mission de la BAfD pour le développement des agropoles

La nouvelle politique agricole du gouvernement prévoit, à l'horizon 2030, la mise en place de trois agropoles situées dans les bassins hydrographiques de la Kara, de l'Oti et du Moyen-Mono. A ce titre, une mission de la Banque africaine de développement (BAfD), principal partenaire technique et financier en charge du projet, s'est rendue au Togo afin d'effectuer une pré-évaluation de l'agropole pilote de la Kara. Selon Mouldi Tarhouni, chef division Afrique de l'Ouest de la BAfD, un investissement de 64 Mds FCFA (97,6 M EUR) permettra de rendre opérationnelle la future structure, qui sera notamment dotée d'un agro-parc de 44 hectares et de mini-barrages.

✉ quentin.ernoult@dgtresor.gouv.fr

▼ Energie et matières premières

▼ Afrique du Sud : troisième ministre de l'Energie en 2017

David Mahlobo a été nommé mardi ministre de l'Energie en remplacement de Mmamoloko Kubayi, nouvelle ministre de la Communication. Le troisième ministre de l'Energie de l'année 2017 a souligné l'intérêt du nucléaire dans le mix énergétique (associant les renouvelables, le gaz et le charbon) pour sécuriser la production en tenant les engagements climatiques. La décision du ministère de l'Environnement validant un site proche de la centrale existante de Koeberg permet d'engager un processus de consultation publique.

✉ jean-baptiste.dabezies@dgtresor.gouv.fr

▼ **Kenya : revue à la baisse de l'objectif de construction de lignes électriques par Kenya Power**

Le distributeur public d'électricité, Kenya Power, a annoncé qu'il n'ajouterait que 3 400 km de lignes à son réseau basse et moyenne tension d'ici à juin prochain, soit moitié moins qu'au cours de la dernière année. Le CEO de Kenya Power a justifié cette diminution par l'incertitude du climat politique qui affecte négativement les demandes de connexion électrique, aussi bien de la part des ménages que des industriels. Le dernier exercice financier datant de juin 2017 a montré que les résultats de Kenya Power ont stagné au cours du dernier exercice, alors que l'entreprise fait face à la hausse de ses coûts de transport et de distribution.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Kenya : baisse de la part de KenGen dans les ventes d'électricité au Kenya**

La part de marché de KenGen dans la vente d'électricité a enregistré une baisse depuis janvier 2017, imputable à la sécheresse qui affecte la production hydraulique. Elle est ainsi passée à 37 % sur le premier semestre 2017 contre 42 % sur la même période en 2016, d'après les états financiers de l'entreprise en date du 30 juin 2017. Cette baisse profite aux producteurs indépendants qui opèrent surtout des centrales thermiques. Cette réduction entraîne par ailleurs une hausse du coût pour le consommateur car l'électricité thermique est trois fois plus chère que l'hydroélectricité.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ouganda : mise en service d'une seconde centrale solaire d'une capacité de 10 MW**

L'Ouganda a mis en service une seconde centrale solaire, d'une capacité de 10 MW, située dans le district de Tororo, dans l'est du pays. La centrale devrait répondre aux besoins énergétiques de plus de 35 000 personnes. À l'instar de celle de Soroti (10 MW) opérationnelle depuis décembre 2016, la centrale solaire de Tororo a été développée dans le cadre du GET FiT, un programme de soutien dédié aux projets d'énergie renouvelable mené par la KfW en partenariat avec l'Autorité de Régulation de l'Electricité (ERA). Ce programme est financé par le Fonds fiduciaire UE-Afrique pour les infrastructures, la Norvège, l'Allemagne et le Royaume-Uni.

✉ hocine.mourchid@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : accord entre le président Magufuli et Barrick Gold pour le règlement du contentieux concernant Acacia**

Le président Magufuli et le directeur exécutif de Barrick Gold (qui détient 64 % d'Acacia Mining Ltd) ont annoncé la conclusion d'un accord clôturant le différend qui oppose la Tanzanie à Acacia Mining Ltd. Cette société, première exportatrice d'or du pays, accusée de sous-déclarer depuis vingt ans la valeur de ses exportations, était sommée de régler 190 Mds USD correspondant aux taxes et pénalités dues. L'accord conclu porte notamment sur le paiement par Acacia d'une somme forfaitaire de 300 MUSD et la cession de 16 % de ses parts dans ses trois mines. Cependant, par communiqué de presse, Acacia Mining Ltd dit avoir pris note de l'information mais ne pas être en mesure d'en approuver les termes.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ **Soudan : signature d'un protocole d'entente pétrolier entre State Oil Company Canada Ltd et Sudapet**

La société State Oil Company Canada Ltd (SOCC) a signé un protocole d'entente avec la société nationale pétrolière soudanaise Sudapet, donnant 50 % de la concession pétrolière n° 26, du champ Rawat, à SOCC, et autorisant les deux entreprises à négocier un contrat d'exploration.

✉ olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr

▼ **Burkina Faso : Amethis finance investit au sein de Sodigaz**

Amethis finance a annoncé une prise de participation au capital de Sodigaz (22 %), leader burkinabè de la distribution de gaz butane (60 % de part de marché global estimé, soit tonnes en 2016). Sodigaz, qui s'est diversifié ces dernières années dans la distribution de carburant avec une dizaine de stations-service à Ouagadougou, s'intéresse également au solaire et ambitionne de s'étendre en Afrique de l'Ouest.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ **Burkina Faso : 438 sites d'orpaillage fonctionnels au Burkina Faso**

Selon l'enquête nationale sur le secteur de l'orpaillage de l'Institut national de la statistique et de la démographie d'octobre 2017, le Burkina Faso comptait 438 sites d'orpaillage fonctionnels en 2016. Sur les 104 sites enquêtés, la production artisanale d'or serait estimée à 9,5 tonnes d'or (taux de collecte de 95 %) pour une valeur de 230 Mds FCFA (350,6 M EUR). L'effectif total des emplois directs générés est estimé à 140 196 personnes dont notamment 114 879 dans l'exploitation de l'or, 22 037 dans la prestation de concassage, broyage, lavage... et 3 280 dans l'achat de l'or produit. Les investissements injectés dans les régions du sud-ouest et du nord (62,4 % du total) s'élèveraient à près de 7 Mds FCFA (10,7 M EUR).

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mauritanie : British petroleum (BP) et Kosmos vont forer un nouveau puits sur le bloc C-8**

BP et l'Américain Kosmos devraient effectuer un nouveau forage sur le puits Lamantin-1 du bloc offshore C-8, troisième étape d'une série de quatre forages prévus dans le bassin sénégalo-mauritanien (Yakaar, Cayar et Requin Tigre -1) dont les réserves sont aujourd'hui évaluées à 25 Tcf de gaz. Kosmos espère durant cette seconde phase atteindre 50 Tcf.

✉ mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tchad : Le gouvernement tchadien confie la commercialisation de son pétrole à Esso à compter du 2 janvier 2018**

Esso Petroleum, qui dirige le consortium exploitant le champ de Doba (le principal du pays), devrait remplacer Glencore qui commercialise le brut tchadien depuis la signature en 2014 d'un accord de prêt octroyé par Glencore à l'Etat tchadien pour le rachat des parts de Chevron dans le consortium de Doba. Ceci intervient alors que les autorités tchadiennes tentent de renégocier les termes de cet accord, qui prive le pays de la quasi-totalité de ses revenus pétroliers. Il s'agirait d'une mesure de rétorsion vis-à-vis de Glencore. Le rééchelonnement de cette dette constitue également un élément déterminant pour la viabilité du programme du FMI au Tchad.

✉ bidett@afd.fr

▼ Industries

▼ Afrique du Sud : certification zéro émission de 4 premiers projets

Le conseil de la construction verte d'Afrique du Sud (GBCSA) a annoncé la certification NetZero de 4 premiers projets. GBCSA est l'un des 14 conseils nationaux s'inscrivant dans la démarche visant à atteindre 100 % de bâtiments à zéro émission en 2050. Les projets peuvent être certifiés dans quatre dimensions : carbone, eau, déchet, écologie.

✉ jean-baptiste.dabezies@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique du Sud : la ville du Cap republie son appel d'offre d'urgence « dessalement de l'eau de mer »

Le temps et l'agent constituent deux obstacles majeurs à la résolution de la crise hydrique au Cap. Alors que la ville anticipe ne plus pouvoir fournir d'eau en mars 2018, le rationnement aux heures de pointe a été mis en place la semaine dernière. L'adjoint au maire chargé de l'eau a indiqué que les réponses au premier appel d'offre d'urgence (dessalement de l'eau en container) n'ayant rien donné, la ville republie cet appel d'offre. Outre la réduction de la consommation, la ville explore également les forages et la récupération.

✉ jean-baptiste.dabezies@dgtresor.gouv.fr

▼ Congo-Brazzaville : mise en place du Comité national d'orientation des Zones économiques spéciales

Le projet de décret portant création du Comité national d'orientation des Zones économiques spéciales (ZES) a été adopté lors du Conseil des ministres du 17 octobre. Prévu par la loi n°24-2017 du 9 juin 2017 portant création des ZES, ce comité a pour mission de fixer les orientations générales pour l'élaboration et la mise en œuvre de la politique d'aménagement des quatre (4) ZES du Congo. Il est composé des différents ministères dont les activités participent au processus d'aménagement de ces zones et structuré autour d'une Coordination et d'un Secrétariat permanent dirigés par le ministre en charge des ZES, sous l'autorité du président de la République.

✉ Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ Services

▼ Accord sur l'exploitation du chemin de fer ivoiro-burkinabé par Sitarail

Les gouvernements ivoirien et burkinabé ont levé les derniers blocages concernant la concession d'exploitation de ligne de chemin de fer Abidjan-Ouaga-Kaya par SITARAIL, filiale du groupe Bolloré. Ces blocages étaient relatifs aux modalités et mécanismes de compensation et d'indemnisation du concessionnaire en cas de force majeure. Après ratification de cet accord par les deux pays, la concession entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2018 pour une période de 30 ans. Elle prévoit la prise en charge par Sitarail des travaux de réhabilitation et de rénovation de la voie ferrée, estimés à 262 Mds FCFA (soit 400 M EUR). Sitarail s'est engagée à moderniser les moyens de transports et les infrastructures de la ligne pour améliorer l'offre et la qualité du service.

✉ karim.ibrahim@dgtresor.gouv.fr

▼ **Afrique du Sud : le ministre de la Santé a nommé le board de la South African Health Products Regulatory Authority (SAPHRA)**

Le mardi 24 octobre, le ministre de la Santé, Dr Aaron Motsoaledi, a nommé le board dirigeant de la nouvelle agence de régulation, la SAPHRA. Composée de 15 membres, ses dirigeants ont notamment une expertise dans les questions de régulation des équipements médicaux, produits pharmaceutiques ou encore IT. La SAPHRA va d'ici peu remplacer le *Medicines Control Council* (MCC), avec des compétences régulatrices élargies par rapport à cette dernière. Le domaine de compétences de la SAPHRA sera centré sur l'autorisation et l'enregistrement de médicaments de première nécessité, avec accélération des procédures. Le remplacement du MCC par la SAPHRA sera rendu effectif par la nomination d'un CEO.

✉ maxime.bieliaeff@businessfrance.fr

▼ **Télécoms au Ghana : la fusion entre Airtel et Tigo entérinée**

L'accord de fusion entre les opérateurs de télécommunication Airtel et Tigo s'est conclu la semaine dernière. Cette fusion donnera naissance au deuxième opérateur du secteur (26,2 % de parts de marché), derrière MTN (48 %) et devant Vodafone (24 %). Les négociations avaient débuté en mars, quand l'accord avait été validé par l'Autorité de régulation du marché (*National Communication Authority*) en septembre. Airtel et Tigo seront présents à parts égales dans la composition du capital. La directrice générale de Tigo prendra la tête de la structure de direction.

✉ virgile.satge@dgtresor.gouv.fr

▼ **Kenya : poursuite des négociations avec Tusky's pour le rachat de Nakumatt**

De source judiciaire, un accord de rachat avec Tusky's pourrait être conclu d'ici le 12 décembre. La chaîne de supermarchés Tusky's rachèterait à hauteur de 51 % les parts de Nakumatt, prenant de facto le contrôle de Nakumatt. Tusky's pourra ainsi modifier en profondeur la gouvernance de la chaîne : un nouveau directeur général ainsi qu'un nouveau directeur des finances seraient nommés. Tusky's fournirait par ailleurs plusieurs services de gestion à la chaîne Nakumatt y compris dans le domaine des achats et des inventaires. Cette proposition de rachat doit cependant être préalablement validée par l'Autorité de la Concurrence du Kenya. Tusky's devra également décider du nombre de succursales à fermer, afin de rationaliser le fonctionnement de la chaîne de distribution. Deux nouveaux magasins ont été fermés dernièrement, à Bungoma et à Busia.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : la filiale ivoirienne de la Société générale (SGBCI) a réalisé un résultat net en hausse de 21,7 % au premier semestre 2017**

La SGBCI a réalisé au cours des six premiers mois de l'année un résultat net de 34 M EUR, soit une hausse de 21,7 % par rapport à la même période de 2016 (contre +52 % en 2016). Son produit net bancaire a progressé de 15 %, à 82 M EUR. Les charges d'exploitation ont connu une hausse moins importante de 7 %, contre une hausse de 11,4 % à fin juin 2016. Les dépôts de la clientèle collectés par la banque ont progressé de 23 % pour se situer à 1,8 Md EUR. Quant aux emplois clientèles (notamment les crédits), ils ont augmenté de 23 %, passant à 1,3 Md EUR. La SGBCI demeure la première banque du marché ivoirien, tant en termes de total bilan qu'en termes de crédits.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : la filiale ivoirienne de BMCE (Bank of Africa-BOA) a réalisé un résultat net en hausse de 17,5 % au premier semestre 2017**

Le résultat net semestriel de BOA s'est établi à 9,12 M EUR, soit une progression de 17,5 % en glissement annuel. Avec une timide progression de son produit net bancaire (+5,4 % à 23,2 M EUR), BOA doit cette performance à la maîtrise de ses frais généraux (+6,5 %) et à la baisse significative de son coût du risque (-47,2 %). Les dépôts collectés au premier semestre ont quasiment stagné à 358,8 Mds FCFA (+0,1 %) tandis que les crédits octroyés ont enregistré une légère hausse (+2,4 %) à 268,2 Mds FCFA. En 2016, l'établissement avait réalisé un bénéfice net de 15,5 M EUR.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ **Congo-Brazzaville : MTN-Congo signe un contrat de confiance avec les associations des consommateurs pour garantir la qualité de ses services**

La signature de ce contrat fait suite aux nombreuses plaintes des consommateurs sur le manque de transparence de la tarification de l'opérateur de téléphonie mobile MTN Congo et la mauvaise qualité de son réseau. Le contrat prévoit entre autres la mise en place d'une plateforme de discussions entre l'opérateur et les associations des consommateurs, la transparence des informations sur la base des réclamations des abonnés ainsi que la liberté des associations des consommateurs dans leur mission de protection des intérêts des abonnés, sous l'œil attentif de l'Agence de régulation des postes et communications électroniques (ARPCE).

✉ Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

CARNET ET AGENDA

▼ **Présidentielles au Libéria : second tour Weah-Boakaï confirmé pour le 7 novembre**

Le directeur de la communication de la Commission électorale nationale, Henry Flomo, a confirmé les résultats du premier tour de l'élection présidentielle au Libéria. George Weah, ancien champion international de football, affrontera le vice-président sortant Joseph Boakaï au second tour de l'élection présidentielle, qui se tiendra le 7 novembre 2017. A noter que Weah a creusé l'écart, en tête avec 39 % de suffrages obtenus, tandis que Boakaï se positionne à 29,1%. Charles Brumskine, avocat de 66 ans, a récolté 9,8 % des suffrages exprimés, Alexander Cummings, ancien dirigeant de Coca-Cola pour l'Afrique, 7,1 % et l'ex-chef de milice, Prince Johnson, 7 %.

✉ Aristide.GASANGWA@dgtresor.gouv.fr

▼ **Elections présidentielles en Sierra Leone : les candidats concourant désignés**

En vue des élections présidentielles qui seront organisées le 7 mars 2018, le parti actuellement au pouvoir, All People's Congress (APC) a sélectionné son représentant. Après deux quinquennats, le Président actuel Ernest Bai Koroma qui ne peut se représenter a ainsi désigné Samura Kamara, actuel ministre des Affaires étrangères, ancien ministre des Finances et ex-gouverneur de la Banque centrale comme candidat de l'APC. L'opposition, le Sierra Leone People's Party (SLPP), a quant à elle nommé Julius Maada Bio, ancien chef d'Etat sous la junte militaire (National Provisional Ruling Council, NPRC).

✉ perrine.guerin@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ethiopie : Lancement du Club d'Affaires Franco-Ethiopien (CAFE).**

Le 21 septembre, l'Assemblée générale constituante a entériné la création du CAFE, enregistré en tant qu'association auprès des autorités éthiopiennes depuis le 19 octobre. Cette initiative permet, après la création de l'antenne Business France en février 2016 et aux côtés du Comité national des Conseillers du Commerce extérieur de la France, de développer un nouvel outil d'accompagnement des entreprises françaises en Ethiopie. L'assemblée générale qui a rassemblé 25 entreprises (sur une soixantaine d'implantations françaises dans le pays), a voté les statuts et élu le bureau de l'association. Le CAFE a vocation à animer la communauté d'affaires française en Ethiopie et d'accompagner le développement des projets portés par cette dernière.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MEAE ni des ministères économiques et financiers.

La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère de l'Economie et des Finances.

Contacts

Objectifafrique.DAOI@diplomatie.gouv.fr
anne.cussac@diplomatie.gouv.fr
tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique, Croissance Peace et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

Contributions :

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à : objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prenom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

AVEC LE CONCOURS DE :

